

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne/Entretien de M.  
Jean-Yves Le Drian avec M. Frans  
Timmermans - Syrie/Poursuite des  
bombardements dans la Ghouta  
orientale et interruption d'un convoi  
humanitaire  
(Paris, 06 mars 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Frans Timmermans  
(Paris, 6 mars 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu ce matin M. Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne.

L'entretien a porté sur deux sujets principaux :

- s'agissant de la situation de l'Etat de droit en Pologne, M. Jean-Yves Le Drian a réaffirmé le soutien de la France aux efforts engagés par la Commission s'agissant des réformes de la justice polonaise, qui suscitent des préoccupations légitimes au regard de leur conformité avec les principes d'indépendance du pouvoir judiciaire, de séparation des pouvoirs et de sécurité juridique. La récente reprise du dialogue à haut niveau entre la Commission et le nouveau gouvernement polonais constitue un signal positif. La France et ses partenaires attendent que ce dialogue produise rapidement des résultats ;

- le processus démocratique européen a été évoqué, dans le prolongement de la réunion informelle des chefs d'Etat et de gouvernement du 23 février. L'entretien a permis à M. Jean-Yves Le Drian de souligner la dimension paneuropéenne des consultations citoyennes proposées par le président de la République, auxquelles tous les Etats membres se sont désormais engagés à participer.

2 - Syrie - Poursuite des bombardements dans la Ghouta orientale et interruption d'un convoi humanitaire

La France condamne avec la plus grande fermeté la poursuite de l'offensive à la fois aérienne et terrestre conduite par le régime syrien dans la Ghouta orientale, en violation complète de la résolution 2401 du Conseil de sécurité. La poursuite de cette offensive continue de faire, chaque jour, des dizaines de victimes civiles.

La France rappelle que cette résolution exige une cessation complète des hostilités et la mise en oeuvre d'une trêve humanitaire d'au moins 30 jours consécutifs sur l'ensemble du territoire syrien, pour permettre d'acheminer en toute sécurité et sans entrave l'aide humanitaire et de procéder à l'évacuation médicale urgente des civils en situation d'urgence médicale.

Pour la première fois depuis le 14 février, un convoi humanitaire affrété par les Nations unies a été autorisé hier à pénétrer dans la Ghouta orientale en direction de Douma. Ce convoi a toutefois été une nouvelle fois vidé par les forces du régime de tous les médicaments et du matériel de soins qu'il transportait. Face à la poursuite des bombardements par le régime syrien, les Nations unies et leurs partenaires ont en outre été contraints d'interrompre le déchargement du convoi et d'évacuer d'urgence les personnels humanitaires déployés.

La France condamne ces violations du droit international humanitaire. Elle rend hommage au dévouement et au courage des employés des Nations unies et de leurs partenaires humanitaires, qui interviennent au péril de leur vie pour que les 400.000 habitants de la Ghouta assiégée puissent recevoir une aide vitale.

La France appelle les alliés du régime syrien, en particulier la Russie et l'Iran, à respecter sans délai leurs obligations internationales et à imposer au régime de Damas, qui opère avec leur soutien, la mise en oeuvre de la trêve humanitaire. La Russie, qui a voté en faveur de la résolution 2401, a une responsabilité particulière. Comme le président de la République l'a indiqué hier, nous attendons d'elle qu'elle prenne des mesures réelles et concrètes pour que cessent immédiatement les bombardements indiscriminés et les sièges contre les civils./.